Que s’est-il vraiment passé le 23 mars 1965 ?

21 mars 2005 à 00h00

Écrit par Omar Brouksy

Quarante ans après la répression sanglante d'une manifestation à Casablanca, nombre de questions demeurent sur la responsabilité des acteurs politiques de l'époque.

Tout a commencé sur un terrain de foot, dans un établissement scolaire du centre de Casablanca : le lycée Mohammed-V. En cette matinée printanière de 1965, personne ne pouvait imaginer la dimension historique des « événements » qui allaient se dérouler ce 23 mars. Quarante ans se sont écoulés, mais ce qui s’est passé ce jour-là n’a pas encore été totalement élucidé. Le nombre exact des victimes, le comportement de la population casablancaise, le rôle des partis, le degré de responsabilité des acteurs politiques de l’époque : autant de questions que les

historiens se poseront sans doute longtemps encore. Devenue une date symbole et une référence chronologique dans les livres d'histoire, la journée du 23 mars 1965 a entaché le début du règne de Hassan II.

Il faut remonter au début de ce mois de mars 1965, lorsque le ministre de l'Éducation, Youssef Belabès, publie une circulaire interdisant aux élèves âgés de plus de 16 ans de redoubler « le brevet » (l'équivalent de la troisième). À l'époque, le mouvement des lycéens était très politisé. Ses activités étaient étroitement encadrées par la puissante Union nationale des étudiants du Maroc (Unem). Cette structure de contestation agissait surtout dans les campus, mais elle était politiquement sous la tutelle de l'Union nationale des forces populaires (UNFP, parti d'opposition, fondé en 1959 par Mehdi Ben Barka).

À la mi-mars, une délégation de l'Unem prend contact avec les lycéens et les encourage à réagir en toute indépendance à la circulaire ministérielle. Malgré ses rapports (étroits) avec les étudiants, le mouvement des lycéens avait souvent fait preuve d'autonomie. On lui reconnaissait une organisation, une certaine maturité politique, et il agissait par le biais de structures plus ou moins décentralisées : les amicales.

22 mars 1965 : les élèves se rassemblent sur le terrain de foot du lycée Mohammed-V. Il est à peine 10 heures et, déjà, le lieu du rendez-vous est noir de monde. « Il y avait au moins quinze mille lycéens. Je n'avais jamais vu un rassemblement d'adolescents aussi impressionnant », rapporte un témoin.

Pour protester contre la circulaire du ministre, les « lycéens avaient décidé d'organiser une marche, sans plus, jusqu'au siège de la délégation de l'enseignement… » Objectif : attirer l'attention des autorités sur ce qu'ils considèrent comme une atteinte à un « droit national » inaliénable : le droit à l'enseignement public.

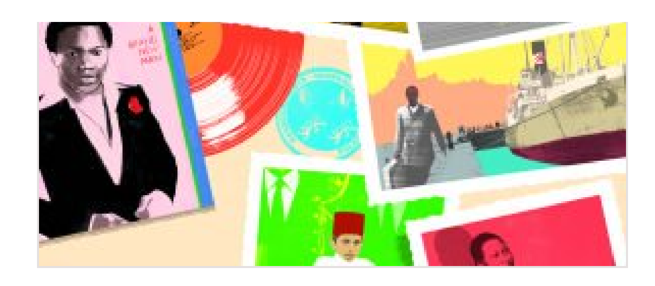
Mais lorsque les élèves atteignent le Centre culturel français, au centre de Casablanca, les forces de l'ordre décident d'intervenir pour disperser les manifestants. « Nous voulions tout simplement marcher pour tenir un sit-in devant la délégation… », souligne un ancien élève qui a participé à la manifestation. « Les forces de l'ordre n'ont pas tiré sur la foule, il faut le reconnaître. Mais leur brutale répression a dispersé les lycéens, qui se sont dirigés vers les quartiers populaires et ont pu ainsi rallier les sans-emploi. » Chômeurs, lycéens et même simples passants

se donnent rendez-vous le lendemain, sur le même terrain de foot.
23 mars : du lycée Mohammed-V, les manifestants se dirigent vers Derb Soltane (quartier emblématique de la classe ouvrière de Casablanca), puis vers Bab Marrakech, dans la vieille ville. Mais, contrairement à la journée du 22, la manifestation n'est pas « pacifique ». Autrement dit, il ne s'agit plus d'une « simple marche » : les magasins sont saccagés, les bus et les voitures brûlés par une foule de lycéens, de chômeurs, de passants et même de parents d'élèves. Ils se retrouvent rapidement face à l'armée. Les chars, amenés de Médiouna, ont traversé le grand boulevard qui coupe la ville en deux pour se déployer dans les grandes artères. À 15 heures, l'armée reçoit l'ordre de tirer sur les manifestants. « J'ai entendu un premier coup de feu, puis un deuxième et un troisième, mais je pensais qu'il s'agissait de balles de caoutchouc. Ce n'est qu'un peu plus tard que j'ai réalisé ce qui se passait… lorsque j'ai vu, autour de moi, tomber des camarades », poursuit le même témoin. Les slogans, ouvertement hostiles au roi Hassan II, le traitent d'« assassin », de « tyran »…
« Ce n'est pas une révolution au sens intellectuel ou idéaliste du terme. On ne peut pas la comparer à mai 1968, par exemple. Il s'agit à mon avis d'une révolte sociale, née d'un profond sentiment de désespoir et de déception. La foule pillait les magasins, et les édifices qui symbolisaient l'État étaient systématiquement détruits… Mais la répression de l'armée s'est exercée sans limites », rapporte ce témoin, qui vit aujourd'hui en France.
Le nombre exact des victimes ? Il n'a jamais été connu : une dizaine de morts selon les autorités marocaines. Mais le bilan rapporté par la presse étrangère et certains militants de l'UNFP, qui fait état d'un peu plus de 1 000 morts, paraît plus probable. La plupart des victimes ont été enterrées dans des fosses communes. Selon des témoignages concordants, l'ordre a été rétabli en quelques heures, mais au prix d'une répression sanglante menée le général Mohamed Oufkir, qui se verra conforté dans son statut d'homme de confiance du roi.
D'aucuns assurent avoir vu Oufkir sauter dans un hélicoptère, un Alouette II dont il a arraché la porte latérale et, à demi sorti de l'appareil, tirer par rafales sur les manifestants. D'autres racontent que le roi Hassan II avait installé son QG à proximité du port, et qu'il conduisait lui-même les opérations de répression.
Quoi qu'il en fût, au lendemain des événements du 23 mars, Hassan II décide d'agir à

deux niveaux. D'un côté, il décrète une amnistie générale : Moumen Diouri et Fqih Basri, figures emblématiques de l'opposition, sont libérés en avril. Mais le roi ordonne, d'un autre côté, l'exécution des membres d'un commando qui a tenté de s'infiltrer au Maroc via la frontière algérienne. En même temps, il reçoit à Ifrane une délégation de l'UNFP composée, entre autres, d'Abderrahim Bouabid, Abdelhamid Zemmouri et Abderrahmane Youssoufi. Il leur propose, tout simplement, de constituer un gouvernement. Dans les Mémoires du philosophe Mohamed Abed Jabri, on peut lire un passage relatif à cette rencontre : « Le défunt souverain se serait exclamé : Mais pourquoi s'en sont-ils pris à Hassan II et non à Youssef Belabès, auteur de la circulaire ? – Probablement, Votre Majesté, parce qu'ils savent que nul au sein du gouvernement n'est à tenir pour responsable de quoi que ce soit ! » aurait alors répondu feu Bouabid.

Selon un témoin qui a préféré garder l'anonymat, Abderrahim Bouabid aurait communiqué à Mehdi Ben Barka la proposition royale, et celui-ci l'aurait acceptée : « On fera avec lui ce qu'on a fait avec son père », aurait répondu Ben Barka. Aussitôt, Hassan II envoie un émissaire à son ancien professeur de maths, réitérant son offre et l'invitant à rentrer au Maroc.

L'opposant est occupé à préparer le congrès de la Tricontinentale (mouvement regroupant les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud) qui devait se tenir à La Havane. Les contacts entre Ben Barka et l'émissaire royal n'aboutiront finalement à aucun résultat concret. En juin 1965, Hassan II déclare l'état d'exception, et, le 29 octobre de la même année, Mehdi Ben Barka est enlevé et assassiné à Paris.



Les secrets de jeunesse des présidents africains

Avant de devenir des chefs d'État, les présidents africains ont vécu des expériences, parfois très surprenantes, qui ont pu avoir un effet déterminant sur la suite de leur parcours.

›› TOUS LES DOSSIERS

SUR LE MÊME SUJET

Archives

- **Le Qatar pratique-t-il une concurrence déloyale dans la course à la direction de l'Unesco ?**
- **Cameroun : le jour où Ruben Um Nyobè s'exprima devant l'ONU**
- **Ce jour-là : le 8 août 1992, Hassiba Boulmerka offre à l'Algérie sa première médaille d'or olympique**

Archives

- **Ce jour-là : le 15 novembre 1884, la conférence de Berlin lance la colonisation à grande échelle de l'Afrique**
- **Exposition : hommage aux Hereros**
- **Photographie : l'Afrique d'antan ressuscitée par la Fondation Albert Kahn**

Nepad

- **Emploi rural, financements innovants et développement agricole pour une croissance durable en Afrique**
- **La transformation de notre agriculture doit être menée de manière participative**
- **L'Afrique peut redéfinir sa place dans le monde, si elle joue collectif**

Mehdi Ben Barka

- **Quiz : à l'approche du baccalauréat, révisez vos connaissances sur l'histoire maghrébine**
- **Affaire Ben Barka : la France devrait déclassifier de nouveaux documents**
- **Maroc : des centaines de personnes rendent hommage à Ben Barka, 50 ans après son enlèvement**

NOUS SUIVRE

Retrouvez Jeune Afrique sur les réseaux !





